

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.837/4
DU 18 JANVIER 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Énergie, de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement, le 12 janvier 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté « modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU », a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, je souhaite que l'avis me soit communiqué dans un délai de cinq jours. L'urgence (dont vous trouverez l'explication détaillée et la référence à la correspondance échangée tant dans les « visas » du projet soumis à votre analyse que dans la note au gouvernement relative audit projet) tient principalement au fait que le nombre de postes vacants d'adjudants (postes-clés au SIAMU) étant anormalement élevé (dû à l'absence de cadres linguistiques à partir de 2008), il convient de les pourvoir dans les meilleurs délais et que, pour y procéder dans des conditions juridiques solides, il apparaît indispensable de reconnaître sans ambiguïté la validité d'un examen interne de sergent organisé au temps de l'agglomération bruxelloise. Sans cela, les procédures en annulation devant le Conseil d'État recommenceront de plus belle, affaiblissant au passage une vague de promotion à des postes qui, de par leur rôle charnière, ont pourtant vocation à être pourvu de façon pérenne ».

Il convient tout d'abord d'observer que cette motivation de l'urgence n'est pas celle qui est reproduite dans le préambule de l'arrêté en projet, lequel fait état de ce qui suit :

« Vu l'urgence et, à ce propos, la lettre de la direction du SIAMU du 8 novembre 2011, de laquelle il ressort d'une part qu'il y a l'urgence à procéder à la mise en œuvre des promotions au grade d'adjudant, étant donné le caractère exceptionnellement peu pourvu du cadre des adjudants et le rôle clé de cette fonction au SIAMU et d'autre part que la sécurité juridique qui doit accompagner ces promotions ne peut être assurée qu'en levant l'ambiguïté sur le point de savoir si l'examen de sergent donnant accès au cadre des sous-officiers, organisé avant 1993 par l'agglomération bruxelloise est bien assimilé au brevet d'adjudant ; ».

Outre que l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État impose de reproduire dans le préambule de l'arrêté la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis, la section de législation observe qu'aucune des deux versions de la motivation de l'urgence ne répond aux critères de « l'urgence spécialement motivée » au sens du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de cette même disposition.

Aucun des éléments de la motivation invoquée ne permet d'établir en quoi la nécessité de procéder à la mise en œuvre des promotions serait à ce point urgente qu'elle ne permettrait pas à l'auteur du projet de solliciter l'avis du Conseil d'État dans un délai de trente jours en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Divers documents annexés à la demande d'avis sont, au contraire, de nature à démentir la pertinence de l'urgence alléguée. En effet :

- les nouveaux cadres linguistiques ont été déterminés par un arrêté du 20 juillet 2011 entré en vigueur le jour de sa publication, le 9 août 2011 ;

- l'urgence de procéder à ces nominations a été évoquée lors d'une réunion du 21 octobre 2011 ;

- la note au Gouvernement est datée du 17 novembre 2011 ; la délibération du Gouvernement « charge la Ministre chargée de la Lutte contre l'incendie et de l'Aide médicale urgente de demander au Conseil d'État, lorsque la négociation syndicale sera clôturée, de rendre un avis dans un délai de cinq jours ouvrables, conformément à l'article 84, § 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État » et est datée du 1^{er} décembre 2011 ;

- le protocole (2011/40) de la négociation syndicale mentionne la date du 21 décembre 2011, alors qu'il a été signé les 10 et 11 janvier 2012 par certains délégués des organisations syndicales.

Une telle chronologie contredit la pertinence de l'urgence alléguée tant dans la lettre de la demande d'avis au Conseil d'État que dans le préambule de l'arrêté en projet.

En conclusion, la demande d'avis ne comporte pas suffisamment d'éléments concrets et pertinents susceptibles de faire admettre que les dispositions en projet sont à ce point urgentes qu'il faille recourir à la procédure visée à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

La demande d'avis est par conséquent irrecevable.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
Madame	A. WEYEMBERGH,	assesseurs de la section de législation,
Monsieur	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.837/4
VAN 18 JANUARI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 12 januari 2012 door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit “tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH”, heeft het volgende advies gegeven:

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

« Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, je souhaite que l'avis me soit communiqué dans un délai de cinq jours. L'urgence (dont vous trouverez l'explication détaillée et la référence à la correspondance échangée tant dans les « visas » du projet soumis à votre analyse que dans la note au gouvernement relative audit projet) tient principalement au fait que le nombre de postes vacants d'adjudants (postes-clés au SIAMU) étant anormalement élevé (dû à l'absence de cadres linguistiques à partir de 2008), il convient de les pourvoir dans les meilleurs délais et que, pour y procéder dans des conditions juridiques solides, il apparaît indispensable de reconnaître sans ambiguïté la validité d'un examen interne de sergent organisé au temps de l'agglomération bruxelloise. Sans cela, les procédures en annulation devant le Conseil d'État recommenceront de plus belle, affaiblissant au passage une vague de promotion à des postes qui, de par leur rôle charnière, ont pourtant vocation à être pourvu de façon pérenne ».

In de eerste plaats dient te worden opgemerkt dat die motivering van de spoedeisendheid niet dezelfde is als die vermeld in de aanhef van het ontworpen besluit, waarin het volgende staat:

“Gelet op de dringendheid en de desbetreffende brief van de directie van de DBDMH van 8 november 2011 waaruit blijkt dat, enerzijds, dringend dient te worden overgegaan tot de doorvoering van de bevorderingen tot de graad van adjudant, aangezien het kader van de adjudanten met een uitzonderlijk tekort kampt en deze functie binnen de DBDMH een sleutelrol vervult, en, anderzijds, de rechtszekerheid die met deze bevorderingen gepaard dient te gaan slechts kan worden gewaarborgd door de dubbelzinnigheid weg te nemen inzake de vraag of het examen van sergeant, dat toegang geeft tot het kader van de onderofficieren en door de Brusselse Agglomeratie vóór 1993 werd georganiseerd, wel degelijk kan worden gelijkgesteld met het brevet van adjudant ;”

Naast het feit dat artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorschrijft dat de motivering van het spoedeisende karakter die in de adviesaanvraag is opgegeven, in de aanhef van het besluit moet worden overgenomen, merkt de afdeling Wetgeving op dat geen van de beide versies van de motivering van de spoedeisendheid voldoet aan de criteria van de “spoedeisende gevallen die met bijzondere redenen worden omkleed” in de zin van paragraaf 1, eerste lid, 2°, van die bepaling.

Uit geen van de gegevens van de aangevoerde motivering kan worden opgemaakt in welk opzicht de noodzaak om bevorderingen te doen zo dringend zou zijn dat de steller van het ontwerp niet kan vragen dat het advies van de Raad van State binnen een termijn van dertig dagen wordt verstrekt met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Integendeel, de relevantie van de aangevoerde spoedeisendheid wordt door verscheidene, bij de adviesaanvraag gevoegde stukken ontkracht:

- de nieuwe taalkaders zijn vastgesteld bij een besluit van 20 juli 2011 dat in werking is getreden op de dag van de bekendmaking ervan, te weten op 9 augustus 2011;

- de spoedeisendheid van die benoemingen is ter sprake gekomen op een vergadering van 21 oktober 2011;

- de nota aan de regering is gedateerd 17 november 2011; de beslissing van de regering “belast de Minister bevoegd voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp met het verzoeken aan de Raad van State, wanneer de syndicale onderhandelingen afgerond zullen zijn, om een advies uit te brengen binnen een termijn van vijf werkdagen, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State” en is gedateerd 1 december 2011;

- Het protocol (2011/40) van onderhandeling met de vakbonden vermeldt als datum 21 december 2011, terwijl het door sommige vakbondsafgevaardigden ondertekend is op 10 en 11 januari 2012.

Een zodanige chronologie logenstraft de relevantie van de spoedeisendheid die zowel in de brief met de adviesaanvraag aan de Raad van State, als in de aanhef van het ontworpen besluit wordt aangevoerd.

Kortom, de adviesaanvraag bevat onvoldoende concrete en relevante gegevens die kunnen wettigen dat de ontworpen bepalingen zo dringend zijn dat een beroep moet worden gedaan op de procedure genoemd in artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

De adviesaanvraag is bijgevolg niet-ontvankelijk.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
Mevrouw de Heer	A. WEYEMBERGH,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

P. LIÉNARDY